

Doc 28. Annuaire



**SUJET : IGAS-CGES BERCY MINISTERE-SANTE DSS ASSURANCE MALADIE
INTERNATIONAL COMPLEMENTAIRES SANTE AU TRAVAIL EUROPE
RESSOURCES HUMAINES**

L'IGF et l'Igas font des recommandations sur la Caisse des Français de l'étranger

PARIS, 2 octobre 2015 (APM) - Les Inspections générales des finances (IGF) et des affaires sociales (Igas), dans un rapport publié mercredi, font une série de recommandations sur la Caisse des Français de l'étranger (CFE), qui assure la protection sociale d'un peu plus de 200.000 expatriés.

Ce rapport de 67 pages a été commandé en février aux deux inspections par les directeurs de cabinet des ministres Michel Sapin (finances et comptes publics) et Marisol Touraine (affaires sociales, santé et droits des femmes). Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 16 juillet 2014 entre l'Etat et la CFE.

Dans la lettre de mission, les ministères observent que "la CFE a développé des particularismes qui l'éloignent des autres caisses de sécurité sociale et la rapprochent d'un assureur privé". Ils posent la question de "l'évolution de l'offre de services qui peut être attendue de la caisse".

Les inspecteurs rappellent que la CFE "est un organisme de sécurité sociale à adhésion volontaire" doté de l'autonomie financière. Son statut est "hybride": elle respecte des "principes de solidarité" comme la gestion par répartition et l'absence de sélection du risque, tout en appliquant des règles prudentielles propres aux organismes gérant des risques par capitalisation.

La caisse propose à l'ensemble des Français résidant à l'étranger des assurances volontaires pour les risques maladie-maternité-invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) et vieillesse. Elle a également négocié des partenariats avec organismes complémentaires, notamment en matière de santé.

A fin décembre 2014, elle comptait 109.371 adhérents et 205.125 personnes couvertes, pour une population de Français à l'étranger estimée à environ 2,5 millions de personnes.

Les deux inspections excluent de transformer la CFE en assureur privé, car cela "exigerait une évolution profonde du statut et de la gouvernance" de la caisse et "pourrait fragiliser les relations de partenariat nouées avec ses principaux concurrents".

Tout en notant que l'activité de la caisse dans l'espace économique européen (EEE) et en Suisse "est incompatible avec les règlements européens de coordination des systèmes sécurité sociale", la mission ajoute que cette situation, "identifiée depuis plus de 30 ans par les tutelles, ne semble pas poser de difficulté". Elle propose donc de "maintenir l'EEE-Suisse dans le champ d'activité de la CFE" tout en renforçant "l'information des assurés sur les garanties offertes par le mécanisme européen de coordination".

Les auteurs du rapport soulignent l'"utilité réelle" des assurances volontaires proposées par la caisse, qui en font une "solution originale de continuité de la sécurité sociale française à l'étranger". Pour autant, "le maintien, dans leur principe", de ces

assurances volontaires "ne dispense pas de procéder à des aménagements" du "cadre d'intervention" de la CFE, avertissent-ils.

DES TARIFS PLUS FAVORABLES AUX PME ET AUX JEUNES

L'Igas et l'IGF formulent 11 recommandations, à mettre en oeuvre fin 2015 ou en 2016.

Elles constatent notamment que "les règles actuelles d'assiettes et de taux de cotisation créent une rupture d'égalité entre salariés des grandes et des petites et moyennes entreprises" (PME). Elles proposent de "rééquilibre la politique tarifaire de la CFE au bénéfice par exemple des PME et ETI [entreprises de taille intermédiaire] ou des jeunes".

La mission plaide pour "professionnaliser la conception de la stratégie commerciale de la CFE", "formaliser" sa politique d'investissement financier, ou encore moderniser ses systèmes d'information (ce qui "doit s'accompagner à moyen terme d'une réduction de l'effectif des agents affectés à la liquidation").

Elle recommande aussi des rencontres plus régulières entre les tutelles et la caisse, et la mise en place d'une "structure collaborative" associant, sous l'égide de la direction de la sécurité sociale (DSS), "les différents acteurs de la protection sociale à l'étranger". L'objectif serait de "mettre en commun les outils de veille, assurer un partage effectif de l'information et structurer la communication à destination du public".

Par ailleurs, la mission juge que "la situation financière de la CFE est saine", même si "certaines évolutions dans la démographie de la caisse", comme l'"augmentation rapide" du nombre de retraités, "appellent une vigilance particulière".

Igas et IGF, Rapport sur la Caisse des Français de l'étranger

nc/ab/APM polsan
redaction@apmnews.com

NC8NVLKRJ 02/10/2015 18:49 ACTU

©1989-2015 APM International.